

LES MULTIPLES MESSAGES DES ÉLECTIONS FRANÇAISES DESSINENT LES CONTOURS D'UN NOUVEL ORDRE INTERNATIONAL*

Maria NEGREPONTI-DELIVANIS

*Docteur d'État ès Sciences Économiques (Sorbonne)-
Ancienne Recteure de l'Université de Macédoine*

Grèce

delimar@uom.edu.gr

Résumé :

Analysées d'un point de vue étranger à ce pays les élections françaises consolident les tendances et les renversements de tendance qui ont commencé à se manifester dans les années 70 dans diverses parties du monde, venant d'un pays déjà connu pour son rôle de pionnier dans les luttes sociales elles prennent une signification particulière, et ouvrent de nouveaux horizons dans ce pays et ailleurs.

Mots-clés: élections françaises, nouvel ordre international.

Abstract:

Analyzed from a point of view foreign to this country, the French elections consolidate the tendencies and the reversals of tendency which began to appear in the Seventies in various parts of the world, coming from a country already known for its role of pioneer in social struggles they take on a particular meaning, and open up new horizons in this country and elsewhere.

Keywords: French elections, new international order.

Classification JEL: ZO.

Les élections françaises consolident les tendances et les renversements de tendance qui ont commencé à se manifester dans les années 70 dans diverses parties du monde, mais elles prennent une signification particulière, venant comme elles le font d'un pays déjà connu pour son rôle de pionnier dans les luttes sociales et l'ouverture de nouveaux horizons.

L'exploration du sujet présente de nombreuses difficultés, non pas tant en raison de son contenu, mais en raison de concepts, d'opinions et de caractérisations qui sont nouveaux, qui manquent d'une définition satisfaisante et qui, pour la plupart, ont été imposés par la force, précisément afin de détourner l'attention du contenu réel des développements, car ils sont considérés comme menaçants pour une grande partie de l'ordre établi.

Afin de faire comprendre, dès le départ, ce que j'entends par référence aux difficultés rencontrées par ma recherche ce soir, je choisis le mot clé, qui est principalement le populisme. Ce terme est utilisé quotidiennement, et j'ajouterais même largement ces dernières années, dans les économies modernes, mais avec l'intention claire de désigner quelque chose

d'indésirable, quelque chose de bas niveau, quelque chose que nous condamnons et auquel nous ne voulons pas appartenir, quelque chose qui mérite notre mépris, mais qui reste apparemment délibérément indéfini parce qu'il manque une définition satisfaisante.

Toutefois, avant d'entrer dans l'analyse du sujet principal, je dois clarifier les hypothèses de base des élections françaises. L'élection française n'a pas porté, comme il est apparu si illusoirement, sur la confrontation entre la droite et la gauche, qui est déjà et partiellement finie. Cependant, son maintien, et en particulier l'accent mis sur sa forme d'extrême-droite, sert les besoins de la mondialisation. En Grèce, nous avons subi cette forme de tromperie pendant la période de braderie de la Macédoine, et pas seulement, où ceux qui s'opposaient au perfide accord de Prespa étaient étiquetés, parmi beaucoup d'autres, d'extrême droite.

Au contraire, les débats des élections françaises étaient principalement ceux de la mondialisation contre l'antimondialisation, de l'État-nation contre la gouvernance mondiale, de la préservation et du renforcement de l'identité nationale contre la mutation de la population européenne selon les visions bien connues de Richard de Coudenhove Kalergi.

Il est un fait que, partout dans le monde, des confrontations intenses ont commencé et se poursuivent, malgré les partis politiques systémiques/traditionnels qui tentent de les intercepter, mais aussi de déformer leurs objectifs et leur contenu, toujours avec le soutien des grands médias.

Les élections françaises ont rempli l'Europe et le monde de messages frappants à bien des égards. Tout d'abord, souligner l'écrasement des partis traditionnels en France, qui sont tombés en discrédit à cause de la montée de nouveaux partis, qualifiés collectivement de populistes par les traditionnels. Je dois également noter le pourcentage dangereusement bas d'électeurs qui se sont rendus aux urnes, ce qui donne lieu à un scénario cauchemardesque. Autrement dit, on demande à M. Macron de gouverner avec un pourcentage de partisans d'environ 20%, tandis que les opposants, y compris le taux d'abstention de 53%, atteignent 80%. Le trait dominant des élections françaises est l'expression de la colère, de la protestation et du mécontentement. Et le message central des Français, qui est clair, c'est leur volonté que M. Macron n'ait pas une majorité absolue. Ils ne lui ont donc donné que 245 sièges, contre 308 il y a cinq ans. Il ne contrôle donc que 38,6 % de l'Assemblée nationale, et avec cela, il aura évidemment des difficultés à gouverner.

Là aussi, un problème de démocratie se pose, probablement en raison du manque de candidats désirables au second tour des élections françaises, qui a conduit à l'énorme abstention. C'est-à-dire que le choix des Français s'est effectivement réduit entre M. Macron, contre lequel leur colère avait débordé (du moins comme on peut le constater en décryptant les résultats des élections), et Mme Le Pen, diabolisée pour une troisième élection par les médias, qui l'ont dépeinte comme une menace d'extrême droite. Toutefois, je dois noter qu'en dehors de l'hostilité de Mme Le Pen à l'égard des immigrants illégaux, je n'ai pas été en mesure d'identifier des passages de son programme qui reflètent des positions d'extrême-droite.

Cette expression claire de la désapprobation et de la colère des Français à l'encontre du parti au pouvoir (et des autres partis traditionnels) fait référence à la gestion de l'économie, de l'UE, de la monnaie commune, etc. par M. Macron. Les Français ont donc déclaré par leur vote qu'ils veulent que M. Macron soit contrôlé dans ses décisions, d'abord par la coalition de M.

Mélenchon, qui a obtenu 131 sièges, soit 31,6 %, et ensuite par le parti diabolisé de Mme Le Pen, qui a obtenu 89 sièges, soit 17,3 %.

On peut raisonnablement se demander comment se seraient déroulées les élections en France si Mme Le Pen n'avait pas été diabolisée ?

Les deux partis de M. Mélenchon et de Mme Le Pen sont arbitrairement classés comme populistes dans le sens où ils ne sont pas traditionnels. Et comme les points de leurs deux programmes sur lesquels ils s'accordent l'emportent sur leurs différences, leurs 48,9% de sièges à l'Assemblée nationale sont supérieurs de plus de 10% à ceux de M. Macron.

Ces messages très importants des élections françaises, qui contiennent des craintes, des espoirs, de la colère, un désir de changement, etc., ne concernent manifestement pas uniquement la France, mais s'étendent également à la future manière de gouverner l'Europe et non seulement l'Europe, mais probablement le monde.

Mais permettez-moi de souligner que la montée de ces nouveaux partis, qui rejettent et menacent d'extinction les partis systémiques/traditionnels, explique les raisons pour lesquelles ils sont généralement connus sous le nom de « partis populistes ».

Le fait que la dénomination de ces nouveaux partis politiques ait prévalu au niveau international peut facilement étayer l'hypothèse selon laquelle il s'agit d'une sorte de « conspiration des médias grand public ». Cette conspiration, en ce qui concerne la dénomination de nouveaux partis non systémiques, qui se répand dans le monde entier, présente comme factuelles et non controversées certaines questions secondaires, entre autres :

- Tout d'abord, le fait que Mme Le Pen soit d'extrême droite, associé à l'affirmation que sa victoire serait extrêmement destructrice pour la France, mais sans autre explication. Et là encore, c'est l'application de la doctrine de la diabolisation (comme je l'ai appelée dans mon récent post dans le newsbreak du 25.05.2022), coexistant avec la doctrine du choc de Naomi Klein.
- Deuxièmement, que les dirigeants des partis populistes sont autoritaires et non démocratiques, ce qui est certainement une question qui nécessite une enquête et un débat. Mais surtout, il faut la comparer avec la mesure dans laquelle les dirigeants des partis traditionnels sont démocratiques. En d'autres termes, il convient de se demander si la démocratie existe dans les pays dirigés par des partis traditionnels, et aussi pourquoi ces partis sont abandonnés les uns après les autres par des électeurs qui préfèrent les *leaders* populistes. Par exemple, comment justifier l'élection confortable, et pour la 5e fois, de M. Orbán en Hongrie (et au-delà).
- Troisièmement, il est affirmé que les populistes sont conservateurs, tandis que les gouvernements traditionnels sont progressistes. Et à ce stade, bien sûr, il est nécessaire, au-delà de la propagande, de déterminer ce qui entre exactement dans le conservatisme et ce qui entre dans le progressisme. Et en particulier, nous devrions nous demander sur quelle base interprétative sont présentés comme progressistes des concepts, des systèmes, des tendances et des situations tels que la mondialisation, l'accueil incontrôlé d'immigrants illégaux, la dévalorisation de l'importance de la souveraineté nationale, la monnaie unique européenne, l'homosexualité, le désaveu du

patriotisme, la condamnation de l'État-nation, etc. et comment leurs opposés sont perçus comme appartenant soi-disant au conservatisme ?

Il s'agit d'une attaque extrême mais sans fondement des partis traditionnels contre les soi-disant populistes, qui rappelle des souvenirs d'un éventuel terrain d'entente avec la persécution antérieure des communistes par les nationalistes. Le ralliement des partis traditionnels du monde entier contre les populistes s'explique par le fait que la victoire éventuelle de ces partis non systémiques priverait les partis traditionnels de leur raison d'être.

En parlant de populisme et de partis politiques populistes, il est toutefois nécessaire de souligner les difficultés rencontrées pour tenter de les définir. Qu'est-ce que le populisme ? Ces difficultés ne sont pas seulement dues au fait que les caractéristiques et les aspirations de ces partis dans le monde peuvent différer à certains égards, mais aussi au fait que le contenu du populisme est loin d'être clair.

À titre d'illustration, le terme est utilisé, à l'occasion, pour Donald Trump aux États-Unis, Marine Le Pen en France, Recep Tayyip Erdogan en Turquie, Rodrigo Duterte aux Philippines, Orban en Hongrie, mais aussi Poutine en Russie, mais aussi Xi Jinping en Chine, etc.

Ces difficultés entourant la définition et le contenu du populisme renvoient avant tout à la difficulté de trouver une définition satisfaisante de ce qu'est un peuple. Il existe de nombreuses définitions concernant le peuple. J'ai choisi pour les besoins de mon exposé la définition donnée par Cas Mudde, qui est la suivante : « La société est divisée en deux, l'élite corrompue et le peuple pur ».

Sur la base de cette définition, le populisme, dû apparemment à la mondialisation, exprime la colère du peuple parce qu'au cours des 4-5 dernières décennies environ, il a été oublié par les dirigeants des gouvernements traditionnels, qui sont accusés de s'occuper des riches et des très riches, laissant les classes moyennes et pauvres sans protection. Ainsi, la montée des partis populistes remet sérieusement en question un certain nombre de faits, dont nous allons discuter ce soir pour tenter de répondre aux questions suivantes :

- *Tout d'abord, sur les causes de la naissance et de la montée des partis populistes.*
- *Deuxièmement, quelles sont les caractéristiques de ces partis populistes et quelles sont leurs différences avec les partis traditionnels.*
- *Enfin, troisièmement, j'essaierai d'esquisser l'avenir qui attend l'humanité en cas de victoire de ces partis populistes, ainsi que le caractère du nouvel ordre international.*

1. La naissance des nouveaux partis, qui explique les résultats des élections françaises

La cause première et primordiale de la naissance des partis populistes, qui inclut toutes les autres causes, est le déclin de l'Occident, qui est arrivé à son terme, selon la théorie bien connue du philosophe Oswald Spengler. Nous sommes, semble-t-il, à la fin d'une ère de la civilisation occidentale et de ses valeurs, comme ce fut le cas pour toutes les précédentes. C'est-à-dire qu'elles se lèvent, médiatisent et meurent.

Dans le cas des États européens en particulier, et de notre pays en particulier, il est nécessaire de souligner l'importance de ce facteur catalyseur.

La sous-génération est soulignée comme la caractéristique dominante de la décadence par Alvin Hansen, le célèbre économiste américain, qui, au milieu du XXe siècle, a prédit la fin de la croissance pour l'Occident, avec l'avènement du stade de la stagnation perpétuelle. Une théorie, relancée en 2013 par l'économiste Lawrence Summers, basée sur des taux d'intérêt négatifs et une inflation nulle. Il prévoyait que la part de l'Europe dans la population mondiale en 2050 ne dépasserait pas 7 %, contre 21,7 % en 1950. En d'autres termes, l'Europe sera poussée dans le « coin mondial ». Pour la Grèce, en particulier, les prévisions en la matière sont cauchemardesques puisque, entre 2022 et 2100, sa population aura diminué de 45 %. En outre, la Grèce est le pays le plus âgé de l'UE, puisque 30 % de sa population totale devrait avoir plus de 65 ans en 2060, contre 14 % aujourd'hui. Si, en effet, l'évolution de la population est prise comme baromètre du déclin, la Grèce se situe au niveau le plus élevé d'Europe.

Toutefois, cette interprétation générale du déclin, dont le fer de lance est le déclin démographique de l'Occident, est complétée par d'autres événements et développements qui ont conduit à l'émergence de ces nouveaux partis politiques.

a) Tout d'abord, la mondialisation

La mondialisation, c'est le système choisi par l'Amérique, dans l'espoir d'endiguer la montée en puissance de l'Europe et/ou du Japon, car elle pensait à l'époque qu'ils menaçaient sa primauté. La mondialisation a été accueillie, il y a une quarantaine d'années, avec un enthousiasme débridé et généralisé. Les quelques personnes, dont moi-même (je me réfère à mon livre "Globalisation Conspiratrice", traduit du grec en français, en roumain et en russe), qui avaient exprimé des craintes et des prédictions défavorables quant à ses résultats ont été considérées comme arriérées, non éduquées, etc.

Ce sont des caractérisations constantes, utilisées à l'occasion par les partis politiques traditionnels lorsqu'ils cherchent à imposer des positions dangereuses et dont le contenu rencontre une forte résistance populaire (cf. Prespes).

Toutefois, il est aujourd'hui généralement admis que les craintes de ces quelques personnes étaient fondées, étant donné que la mondialisation a finalement fait peu de gagnants et une armée sans fin de perdants.

Les partisans de ces nouveaux partis politiques, connus sous le nom de « populistes », font partie des perdants qui ont vu leur niveau de vie se détériorer et qui se tournent maintenant avec une colère ouverte contre la mondialisation, contre l'ultra-libéralisation de l'économie, la liberté non régulée du commerce international, les mythes des marchés autorégulateurs et, bien sûr, contre la classe politique établie, qui a fait des promesses qu'elle n'a pas tenues, et qui a imposé et encouragé le système.

Bien que la classe politique établie se déchaîne contre les « populistes », il n'en reste pas moins que la mondialisation a accumulé des souffrances indicibles, principalement au sein des économies avancées, entre autres elle a :

- érodé les droits individuels,
- -dégradé du travail, par la recherche effrénée d'une plus grande compétitivité,

- -durcit toutes les formes d'inégalités dans la répartition des revenus et des richesses,
- -décimé la classe moyenne,
- -rétrogradé l'importance de la religion, de la famille, de l'histoire, du patriotisme, de la souveraineté et de l'indépendance nationales.

b) Deuxièmement, c'est l'altération des principes de la démocratie combinée à l'apogée des inégalités

L'évolution récente des inégalités rampantes dans les pays riches de l'Occident, qui ont même dépassé les niveaux inconcevables des années 1910-20, justifie les vues de Polanyi. Le célèbre économiste (et pas seulement) hongrois a lié les inégalités de répartition à la généralisation de la démocratie représentative dans les économies avancées. En particulier, la démocratie exigeant l'égalité, il est avancé que les inégalités sapent les démocraties représentatives et affaiblissent le consensus qui les entoure. En effet, pour être stable, la démocratie représentative a besoin de l'éloignement des masses populaires, qui peuvent avoir des interférences imprévisibles. C'est la raison pour laquelle l'abstention d'une grande partie de la population est encouragée. Le système de la démocratie représentative risque donc d'être renversé par la colère des marginalisés. C'est ce qui semble s'être produit lors des dernières élections en France, et pas seulement (car il existe déjà plusieurs précédents, bien que moins influents que celui de la France).

Le gouvernement Macron a été accusé non seulement par M. Mélenchon et les mouvements qui l'entourent, mais aussi par les électeurs de Mme Le Pen, qui sont en grande partie des ouvriers et des paysans, d'avoir ignoré les problèmes aigus des classes moyennes et pauvres et de s'être occupé de ceux des riches et des très riches. En d'autres termes, il a laissé le peuple sans soins.

Permettez-moi d'ajouter ici que les jeunes des économies avancées modernes ne semblent pas très intéressés par la démocratie, mais exigent une plus grande efficacité. Au contraire, les citoyens de plus de 65 ans se soucient de la démocratie.

c) Troisièmement, il s'agit de l'immigration incontrôlée/illégale

L'Europe a été inondée d'immigrants illégaux, en particulier la Grèce. Mais, les responsables, et je parle des nôtres, ne sont pas inquiets car ils prétendent avoir la solution à notre épineux problème démographique. La solution est appelée « remplacement ». En fin de compte, c'est simple : Les Pakistanais, les Afghans, etc., remplaceront notre dépression démographique. Lisez la théorie de Coudenhove Kalergi, si vous ne l'avez pas déjà fait. Il est le premier visionnaire de la Paneurope, qui a publié en 1925 son livre « Practical Idealism », dans lequel il prédisait tout ce que nous vivons aujourd'hui. Bien sûr, il est raisonnable de soupçonner qu'avec l'aide de cette migration de masse, le régime du « gouvernement mondial » est en train de se préparer, dans lequel les populations d'Europe ne seront pas différentes les unes des autres. Ils auront tous un gros nez et des cheveux noirs, et ressembleront aux anciens Égyptiens. Mais au-delà de la vérification des visions de Coudenhove Kalergi, et au-delà du fait que l'UE a créé un prix à son nom, déjà attribué à Mme Angela Merkel et à M. Herman Van Rompuy, deux des « membres dirigeants » du Groupe Bilderberg, leur mise en œuvre est accélérée par les mesures et les programmes décidés aux réunions de Davos.

d) Enfin, quatrième, il s'agit de la colère des citoyens du monde contre les « fake news »
Qui se rendent compte qu'ils sont, trop souvent, victimes de fake news ou de l'absence cachée de liberté de la presse. Elle est de plus en plus utilisée par les gouvernements systémiques afin d'imposer des opinions qui souffrent d'un manque d'objectivité élémentaire, qui sont dirigées contre les intérêts populaires ou nationaux et qui apparaissent sous le couvert de la paranoïa, de l'« euphémisme », de la sélection du supposé « bon côté de l'histoire », du « nous appartenons à l'Occident », de l'exploitation de la distinction quasi inexistante entre la gauche et la droite, etc.

2. Quelles sont les caractéristiques de ces nouveaux partis politiques ?

Les nouveaux partis politiques, qui ont vu le jour en réaction à l'ordre établi, se sont vus attribuer, comme nous l'avons déjà mentionné, l'épithète péjorative, hypocrite et trompeuse de « populisme », que les politiciens traditionnels insistent à leur donner. C'est précisément cette épithète mal conçue et dénuée de sens qui trahit la peur de la marginalisation des partis politiques traditionnels, ainsi que leur tentative de minimiser l'importance de leurs adversaires émergents. Dans le même temps, l'impression erronée est systématiquement répandue que tous ces nouveaux partis politiques pencheraient vers le fascisme, alors que la réalité est tout autre. Bien sûr, parmi eux, il y a quelques formations politiques ou *leaders* qui ont de telles tendances de rejet, mais l'élément prédominant dans tous ces cas est, en principe, leur opposition à la mondialisation et la tentative de restaurer les valeurs fondamentales qui ont été mises à l'écart par celle-ci.

Certains des objectifs et caractéristiques des partis populistes sont les suivants :

Premièrement, la distinction traditionnelle entre la droite et la gauche ne semble plus s'appliquer en France.

En effet, l'image politique du dernier résultat électoral est tripartite : le parti traditionnel de M. Macron avec des électeurs issus des régions les plus riches de France. Le parti de Mme Le Pen, qui rassemble des ouvriers et des paysans, et la coalition de M. Mélenchon, dont les électeurs proviennent de quartiers populaires et de certaines des plus grandes villes de France.

L'abolition effective de la distinction entre les partis politiques de gauche et de droite est due à l'existence d'objectifs fondamentaux communs dans les deux directions. C'est-à-dire qu'il s'agit principalement de garantir l'attention portée au peuple, ce qui était généralement absent des partis traditionnels.

Deuxièmement, partout dans le monde, les partis populistes penchent davantage vers la droite, parce qu'il existe une croyance dominante selon laquelle la gauche n'a pas tenu toutes ses promesses.

Dans tous les cas, il faut reconnaître qu'il n'existe pas d'idéologie populiste spécifique.

Troisièmement, les deux partis français non systémiques sont contre le néolibéralisme extrême et la mondialisation.

Ils promettent d'améliorer la répartition des revenus en augmentant le salaire minimum à plus de 1500€ par mois, en améliorant les retraites, en imposant des impôts plus progressifs, en limitant les exonérations fiscales pour les grandes entreprises, en augmentant l'intervention de

l'État dans l'économie, en encourageant le degré d'autosuffisance de l'économie, qui est le souhait de 43% des Français.

Malgré les différences entre M. Mélenchon et Mme Le Pen, les deux ont formé un front commun contre M. Macron.

Quatrièmement, on s'attend notamment à ce que Mme Le Pen se concentre sur les efforts visant à améliorer le processus décisionnel, dans le but de rendre l'UE aussi indépendante que possible afin qu'elle cesse d'être un porte-parole des États-Unis.

On s'attend également à ce que Mme Le Pen tente de créer des doutes quant à la justesse des choix unilatéraux et souvent peu objectifs de l'UE, en cherchant à créer des partenariats constructifs avec la Chine, la Russie, l'Afrique, etc.

En ce qui concerne l'euro, bien que dans le passé Mme Marine Le Pen ait été favorable à la sortie de la France de la zone euro, ses objections à ce sujet semblent avoir été réduites, et elle semble se contenter d'essayer d'obtenir des améliorations dans son fonctionnement.

Quoi qu'il en soit, il convient de mentionner le résultat d'un récent sondage, qui montre que la France est divisée en deux, 50% estimant que la monnaie commune européenne est néfaste, tandis que 49% y sont favorables.

Il convient également de noter que les Français se sont prononcés contre l'approfondissement de l'UE, et que des critiques ont été formulées à l'encontre du nombre excessif de fonctionnaires dans l'UE, qui atteint 45 000.

On s'attend également à ce que Mme Le Pen inscrive son nom à l'ordre du jour sur :

- l'incapacité de l'UE à apporter des solutions satisfaisantes aux épineux problèmes sociaux et économiques actuels,
- le recours fréquent de l'UE à l'utilisation de deux mesures et de deux stations pour traiter des problèmes similaires,
- la politique hétérogène et dépendante de l'UE
- et surtout sur l'incapacité de l'UE à tenir toutes ses promesses initiales de plein emploi, de répartition plus équitable, de disparition des différences initiales de niveau de développement des États membres et de croissance rapide.

En outre, Mme Le Pen remettra en avant un patriotisme fort, renforcera l'État-nation et l'identité nationale, et tentera d'imposer l'intérêt national sur l'intérêt européen et mondial.

Jean-Luc Mélenchon et Marine Le Pen espèrent chercher des solutions et des évolutions dans la guerre en Ukraine qui soient moins destructrices pour l'Europe que celles actuellement en place, plus humaines et plus responsables, du côté de la fin de cette guerre plutôt que de sa perpétuation.

3. Et à quoi est censé ressembler le nouvel ordre international ?

Tout porte à croire qu'un nouvel ordre international est en train d'éclore, mais il n'a pas encore pris sa forme définitive. Je ne suis donc pas en mesure d'en donner une image complète, et je

me limiterai donc à quelques observations. Dans le même temps, je me baserai sur l'hypothèse que ces conclusions ne changeront pas de manière significative si la troisième guerre mondiale ne se produit pas.

Le nouvel ordre international se dessine sous l'influence de l'épidémie de Covid-19, de la guerre en Ukraine, de la réapparition de l'inflation après 40 ans d'absence, de la menace de récession, mais aussi de la menace d'éclatement de l'Europe, en raison d'une série de décisions dangereusement irréfléchies. En effet, le très mauvais hiver attendu provoquera une colère justifiée chez les Européens, et il n'est pas impossible qu'il conduise à l'éclatement de l'UE et de la zone euro.

En ce qui concerne la guerre en Ukraine, de nombreux aspects encouragent l'hypothèse selon laquelle il s'agit d'une introduction à la troisième guerre mondiale entre les États-Unis et la Chine. Et dans ce cas, cela explique pourquoi les États-Unis cherchent à affaiblir la Russie afin qu'elle ne soit pas à côté de la Chine lorsque viendra la troisième guerre mondiale. D'ailleurs, les élections françaises portent clairement la marque de la guerre en Ukraine, avec l'émergence de partis politiques pro-russes, et je pense qu'on peut s'attendre à une suite similaire lors des prochaines élections dans d'autres pays européens.

Si, toutefois, la guerre en Ukraine ne débouche pas sur une troisième guerre mondiale et si l'Occident se comporte de manière à ne pas pousser Poutine à utiliser des armes nucléaires, nous accueillerons certainement dans un avenir très proche un nouvel ordre international présentant probablement les caractéristiques suivantes :

- La mondialisation, déjà limitée, fera place à un régime protectionniste avec une dose accrue d'autosuffisance. Les frontières nationales seront contrôlées, tout comme l'immigration. L'État-nation sera renforcé.
- Le libéralisme économique, qui, associé à la mondialisation, a eu des effets négatifs sur la population, sera remplacé par une plus grande intervention de l'État, une expansion du secteur public et une augmentation de l'importance des services d'intérêt général.
- Le capitalisme survivra, bien sûr, mais il changera probablement de forme pour tenter de revenir à la méritocratie des années 1980. Il sera probablement aidé dans cette direction s'il est combiné avec le capitalisme d'État.
- L'endettement des économies modernes, qui est la béquille du capitalisme monétaire, sera, espérons-le, combattu par des mesures drastiques afin qu'il ne devienne pas un fardeau, comme c'est le cas actuellement.
- Les mesures visant à s'attaquer aux dimensions destructrices de l'inégalité distributive rampante sont considérées comme essentielles à la survie du capitalisme et à la poursuite de la croissance.

Cependant, tous les changements anticipés ci-dessus, et évidemment beaucoup d'autres, concernant l'Occident, feront l'objet, comme toutes les indications le suggèrent, d'un renversement choquant, concernant la domination mondiale. À la tête du monde, dans un avenir très proche, ce ne sera plus l'Amérique mais la Chine. À côté des changements positifs de ce bouleversement, dont on espère qu'il sera un retour aux valeurs traditionnelles qui se sont estompées dans l'environnement de déclin de l'Occident, il y a aussi la menace de certains changements majeurs à connotation négative. Comme, entre autres, la restriction des libertés

individuelles, le recul formel de la démocratie, par rapport à la forme de démocratie que l'on imagine supposée prévaloir en Occident, la généralisation et la formalisation de la surveillance des citoyens, la tolérance de la non-liberté de la presse, etc.

Au final, l'humanité, et notre pays en particulier, se porteront-ils mieux ou moins bien dans le nouvel ordre international envisagé ? La réponse à cette question est particulièrement difficile, voire impossible, si l'on tient compte des nouveaux changements choquants que l'épidémie apporte à la vie de notre planète. Cependant, en ce qui concerne la Grèce, ce qui pourrait être chaudement argumenté, c'est la nécessité déjà urgente d'essayer par tous les moyens d'obtenir une position aussi satisfaisante que possible dans le nouvel ordre mondial, et de ne pas rester prisonnier de l'ordre sortant.

() Cet article est la transcription d'un discours prononcé au ZOOM FORUM de l'International Hellenic Association le 30 juin 2022 (La bibliographie est disponible à tous ceux qui pourraient être intéressés)*

Traduit avec www.DeepL.com/Translator (version gratuite)